

Région Normandie



**CONVENTION DE MANDAT POUR LA GESTION DES
RECETTES PERCUES EN QUALITE DE
DEPOSITAIRE DU RESEAU NOMAD CAR**

ENTRE :

- La Région Normandie, sise Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde – CS 50523 – 14035 CAEN Cedex 1, représentée par son Président en exercice, M. Hervé Morin, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du 28 avril 2025,

ci-après désignée « **Le Mandant** » ;

D'UNE PART

ET

La communauté de communes Terres d'Argentan Interco, représentée par M. le Président Frédéric Leveillé agissant en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du **XXX 2025**,

ci-après désigné « **le Mandataire** » ;

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région Normandie, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité, décide des tarifs des services de transports publics qu'elle organise sur son territoire. Afin d'améliorer la proximité et l'accessibilité aux services de mobilités la Région Normandie a pour objectif de développer sur son territoire un réseau de dépositaires chargés de la vente de ses titres de transports.

A ce titre, les parties sont convenues de la conclusion d'une Convention avec les Dépositaires pour la Vente des titres de transport Nomad Car (ci-après « la CDV »), laquelle définit les conditions dans lesquelles le dépositaire est chargé de réaliser des opérations de vente de titres pour le compte de la Région Normandie.

En application de l'Article 4.2 de la convention susmentionnée, les parties sont convenues de la conclusion d'une convention de mandat afin d'assurer l'encaissement des recettes des services de mobilités distribués par le Dépositaire auprès des usagers et de garantir la traçabilité des recettes perçues pour le compte de la Région Normandie.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

1. OBJET DU MANDAT

En application des articles L1611-7-2 II et D1611-32-2 et suivants du code général des collectivités territoriales, la présente convention (Convention) a pour objet de donner mandat (Mandat) au Mandataire pour encaisser, au nom et pour le compte du Mandant :

- Les recettes issues de la vente des titres de transports et des billets sans contact de la gamme tarifaire en vigueur de la Région Normandie, notamment tickets unitaires, cartes multi-voyages et abonnements commerciaux (+ 26 ans et – 26 ans), telle que délibérée, à l'exclusion des abonnements scolaires et des commerciaux sociaux.

Le Mandant donne mandat au Mandataire pour opérer, au nom et pour le compte du Mandant, l'échange immédiat d'un titre en cas d'erreur. Tout autre opération d'échange ou de remboursement n'est pas autorisée dans le cadre de la présente Convention.

Le Mandataire n'est pas habilité à sous-traiter les opérations qui lui sont confiées au titre du présent Mandat.

2. DUREE

La Convention de Mandat prend effet à la date de sa notification. Sa durée est identique à celle de la Convention avec les Dépositaires pour la Vente (CDV), soit jusqu'au 31 août 2027.

Toutefois, les actes consécutifs à sa clôture, notamment le reversement des recettes et la reddition des comptes restant à approuver, pourront être traités jusqu'au 30 septembre 2027. La date d'échéance de la présente convention est le 31 octobre 2027

3. MODALITES DE RESILIATION

La convention pourra être résiliée à la demande du mandataire, ou par le mandant pour un motif d'intérêt général, par un préavis de 30 jours adressé par lettre recommandée.

Tout manquement du Mandataire à l'égard de ses obligations définies dans la présente Convention pourra entraîner la résiliation du Mandat, dans un délai de 30 jours à compter de sa notification par lettre recommandée, sans indemnité au bénéfice du Mandataire. Cette résiliation n'exonère pas le Mandataire des obligations de la présente Convention, notamment celles relatives au reversement des recettes encaissées et à la reddition des comptes.

La résiliation de la CDV emporte la résiliation de la Convention. Dans ce cas, les parties organisent dans les plus brefs délais la reddition des comptes restant à approuver, dans les conditions prévues à l'article 6.1.2 ci-dessous.

4. OPERATIONS CONFIEES AU MANDATAIRE

Au titre du Mandat, le Mandataire est habilité et a l'obligation de réaliser les opérations suivantes :

- Encaisser les recettes des services de mobilité en application de la grille tarifaire adoptée par la Région, pour le Mandant et pour son compte,
- Echanger immédiatement un titre émis en cas d'erreur ;
- Reverser mensuellement dans les conditions de l'Article 5.1.1 au Mandant l'intégralité des recettes.

Dans tous les documents qu'il établit au titre du Mandat, le Mandataire fait figurer la dénomination du Mandant et l'indication qu'il agit sur mandat de ce dernier, par la mention :

« Au nom et pour le compte de la Région Normandie ».

En cas de modification de la grille tarifaire applicable, le Mandant transmet au Mandataire la délibération exécutoire fixant les tarifs applicables avant sa prise d'effet.

Les modes de paiement proposés aux usagers sont ceux que le Mandataire accepte. Le Mandant ne donne aucun conseil ou directive ou interdiction au Dépositaire, charge à lui de procéder à tous les contrôles et vérifications qu'il peut réaliser lors de la remise d'un moyen de paiement par les usagers dans le cadre des achats qu'ils réalisent.

De ce fait, le Mandataire supporte les conséquences des éventuels défauts de paiement des usagers sans pouvoir exiger de remboursement du Mandant.

5. OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

5.1. Reversement des recettes perçues auprès du Mandant

5.1.1. Modalités de reversement

Les recettes encaissées font l'objet d'un reversement **mensuel** par le Mandataire auprès du Mandant, dans les conditions décrites ci-dessous.

Les recettes sont retracées sur un document de reddition au format tableur informatique. Ce document est un tableau détaillé des titres encaissés au cours du mois par type et nombre de produits vendus, en distinguant les recettes issues de la vente de la gamme tarifaire de la Région Normandie, et comprenant le rappel des mois antérieurs.

Au plus tard, le 6ème jour ouvrable du mois suivant, le Mandataire :

- Fait parvenir, par courrier électronique adressé au Mandant, le tableau récapitulatif des recettes encaissées le mois précédent, mettant en évidence le montant des sommes à reverser ;
- Après vérification et validation par le Mandant du nombre et du montant des titres vendus, procède au reversement, par virement bancaire, sur le compte à la Banque de France du comptable public de la Région Normandie (annexe I), sur la base de l'avis de sommes à payer notifié par le Mandant, après émission du titre de recettes correspondant ;
- Informe le Mandant par courrier électronique de la date, du montant du virement et de la période concernée par le versement, le virement doit correspondre à l'Avis de Sommes à Payer.

L'adresse électronique sera communiquée au Mandataire par le Mandant après la signature de la Convention.

En cas de défaut de paiement ou de retards de paiement importants ou répétés, le Mandant pourra résilier la Convention dans les conditions de l'Article ci-dessus.

5.1.2. Frais bancaires et de transactions

Les frais bancaires et/ou les frais de transaction liés à la mise en œuvre de moyens de paiement induits par les opérations prévues dans la Convention sont à la charge du Mandataire. Ils ne viennent pas en déduction des recettes reversées.

6. CONTROLES

6.1. Obligations comptables

6.1.1. Établissement d'une comptabilité séparée

Le Mandataire tient une comptabilité séparée qui retrace l'intégralité des produits et charges constatés et des mouvements de caisse opérés au titre du Mandat.

6.1.2. Reddition des comptes

Le Mandataire opère la reddition de ses comptes au moins une fois par mois. Ce document sera daté et signé par le Mandataire.

Pour permettre au comptable public assignataire du Mandant de produire son compte financier dans les délais qui lui sont impartis, la date limite de reddition annuelle des comptes est au plus tard le 6ème jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante.

Cette reddition retrace la totalité des opérations décrites par nature, sans contraction entre elles. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

- Le détail de toutes les opérations de vente réalisées sur la période
- Le détail de tous les versements de recette effectués au profit du Mandant sur la période
- La situation de trésorerie du compte, en début et fin de période

Le Mandant procédera au recollement de ces déclarations avec les statistiques de vente issues d'Atoumod.

Les frais de gestion facturés au Mandant ne sont pas concernés par la reddition des comptes.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du versement des sommes encaissées par le Mandataire au titre du Mandat.

La reddition des comptes est soumise à l'approbation de l'ordonnateur et du comptable public du Mandant.

En cas de non-production des pièces justificatives ou lorsque leur contrôle conduit à constater des anomalies ou lorsque les pièces produites ne permettent pas au comptable public du Mandant d'effectuer ses contrôles réglementaires, le comptable public du Mandant peut refuser l'intégration des opérations dans la comptabilité de la Région Normandie.

Après mise en demeure par le Mandant au Mandataire restée sans suite à compter du 1^{er} jour du mois m+2 de sa notification, le Mandant pourra résilier la présente Convention dans les conditions de l'Article ci-dessus.

6.2. Contrôles comptables du Mandataire

Le Mandataire est soumis aux contrôles du Mandant et notamment de son comptable public.

Ces contrôles pourront notamment s'opérer sur la base du dispositif billettique Atoumod, qui permet une traçabilité complète de tous les titres vendus.

Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Il est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur pièces et sur place, effectuées par le comptable public assignataire ou le Mandant.

7. RESPONSABILITE

En cas de non-respect des obligations prévues au Mandat, le Mandant pourra engager la responsabilité du Mandataire.

S'agissant de la responsabilité civile, le Mandataire est tenu de souscrire à ses frais, une assurance qui couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du Mandat en application de l'article D 1611-19 du CGCT, notamment couvrant le risque de vol d'espèces dans ses locaux.

Cette assurance est obligatoirement souscrite avant l'exécution du Mandat.

Le Mandataire procède chaque année, en tant que de besoin, de sa propre initiative et sous son unique responsabilité, à une réactualisation des garanties.

Les polices conclues par le Mandataire doivent comporter une renonciation formelle à tout recours contre le Mandant.

Le Mandant fournit au Mandataire une copie complète de ses polices avant la signature de la Convention et à toute demande.

8. REMUNERATION DU MANDATAIRE

En contrepartie des missions qui lui sont confiées au titre de la Convention, le Mandataire perçoit du Mandant une rémunération qui est déterminée dans les conditions de la CDV.

9. MODALITES D'ECHANGE DE DONNEES

Toute communication de document et pièce justificative à produire par le Mandataire au Mandant, au titre du Mandat, s'opère par voie dématérialisée sous la forme de documents PDF sécurisés et .xls (pour exploitation par l'ordonnateur), les PDF sécurisés faisant foi.

Le Mandataire devra garantir le respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

10.TVA

Les tarifs des titres vendus aux usagers intègrent la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit de 10% conformément à l'article 279 du Code général des impôts pour les activités de transport de voyageurs.

11.SUIVI DE L'EXECUTION DU MANDAT

11.1. Interlocuteur privilégié du Mandataire

Le Mandataire désigne (Nom, Prénom, fonction) en tant qu'interlocuteur privilégié pour la Convention.

11.2. Modification de la Convention

En cas d'évolution des obligations mises à la charge du Mandataire, notamment en cas d'évolution des modalités de vente ou encore la révision des délais, le contenu et le formalisme des états de reddition, les représentants des Parties se rencontreront pour convenir des modifications de la Convention.

Le cas échéant, les modifications à la Convention pourront être formalisées par voie d'avenant, à tout moment et par écrit.

12. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

13. REVERSEMENT DES RECETTES

Le reversement des sommes encaissées sera effectué par virement bancaire sur le compte ouvert dans les écritures de la Banque de France au nom de la Paierie de Normandie et de la Seine Maritime, 38 cours Clémenceau, CS 81002, 76037 Rouen Cédex.

Le Mandataire**Le Mandant**

Le (la) gérant (e) du commerce	Le Président de la Région Normandie

Dressé en 2 exemplaires à Caen, le.....

Ampliation du mandat au comptable public dès sa conclusion en application de l'article D1611-32-2 du CGCT